

OBJECTIF

766

CONTRIBUER A LA REDUCTION DE LA PAUVRETE AU SENEGAL

Elever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto promotion des groupes-cibles

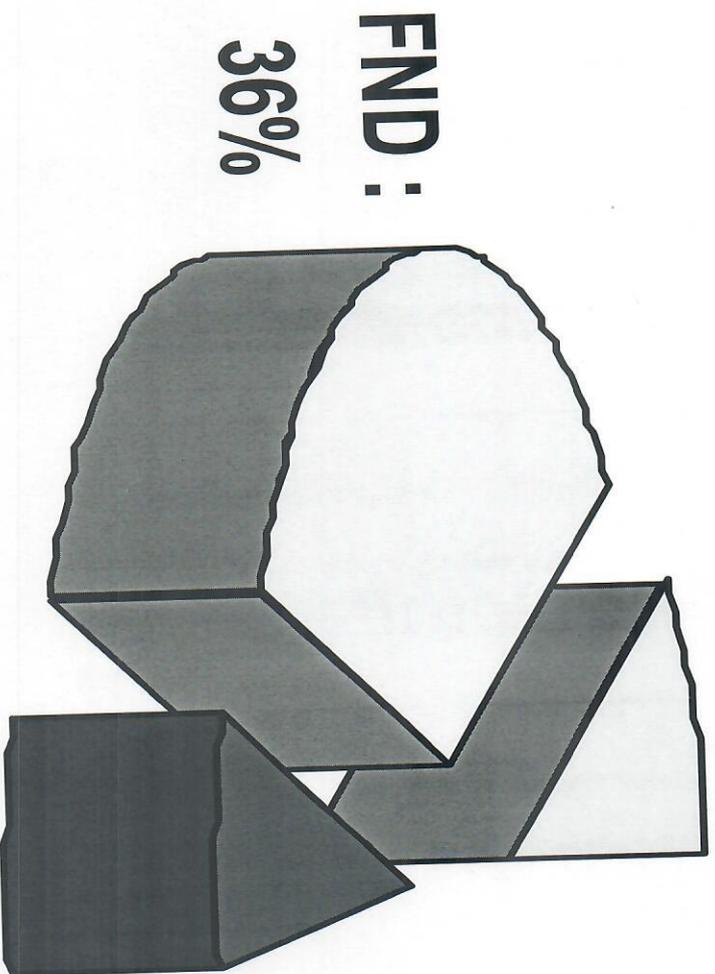
Accroître les capacités de génération de revenus

Favoriser l'accès aux services de base

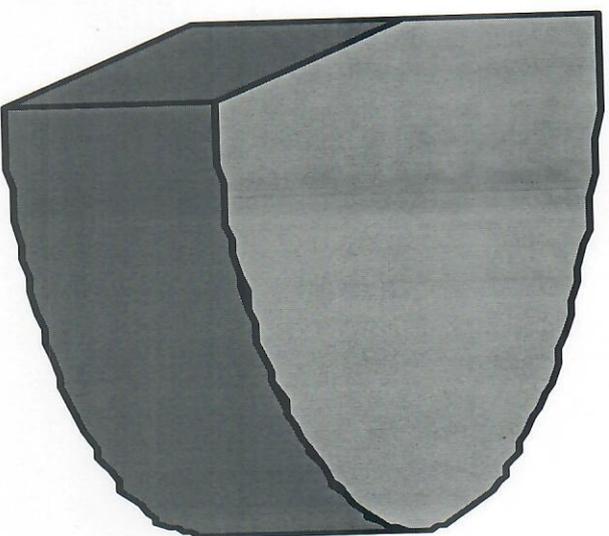
SOURCES DE FINANCEMENT (%)

Senegal

9%



FND :
36%



FAD :
47%

FAT : 8%

◆ Date d'approbation du Prêt :

- FAD : 30 Juin 1999
- FND : 31 Janvier 1999

◆ Date de signature du Prêt :

- FAD : 19/08/99
- FND : 25/05/99

◆ Date de Mise en vigueur du Prêt :

- FAD: 15 février 2001
- FND: Août 2001

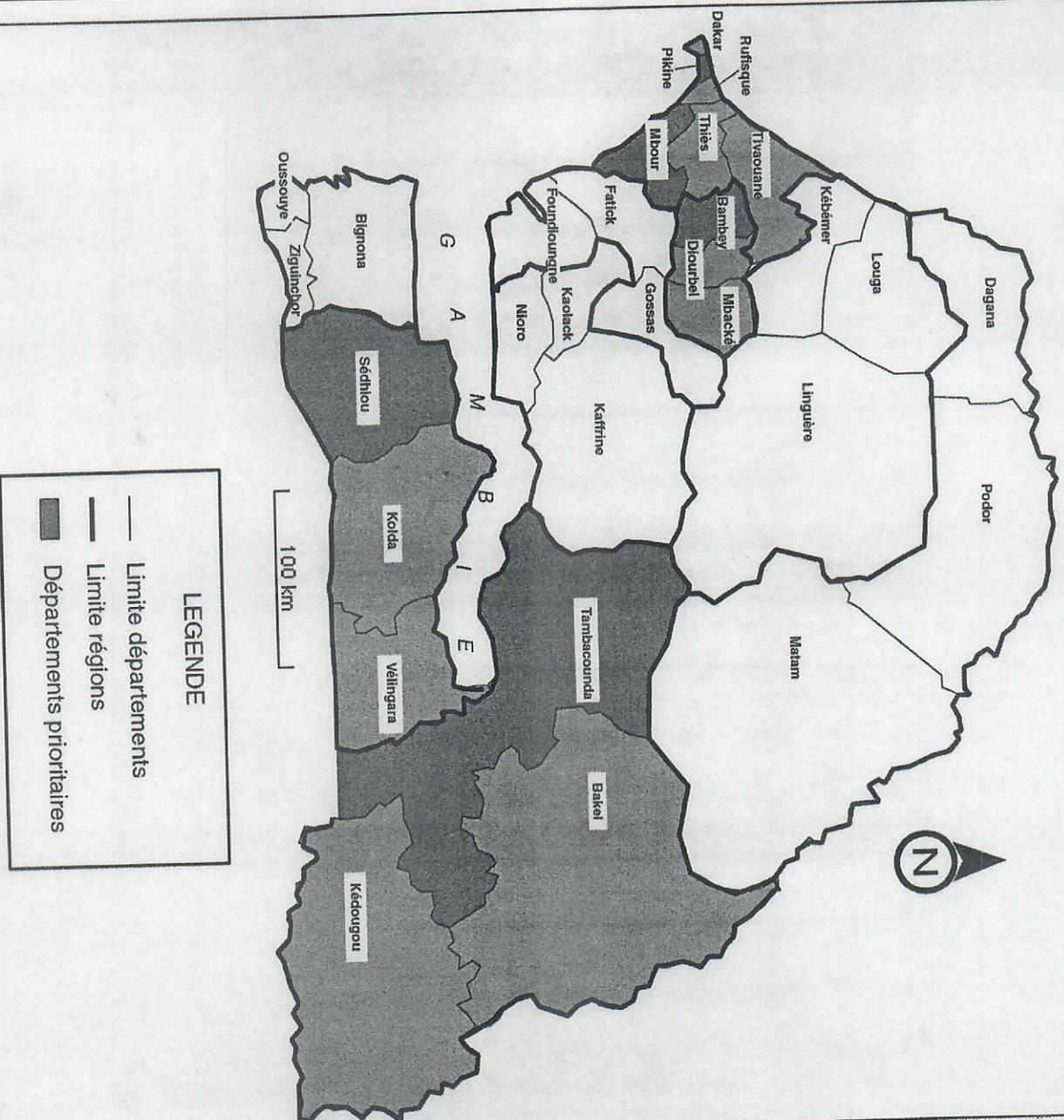
◆ Date du 1er Décaissement :

- ◆ FAD : 11 avril 2001
- ◆ FND : 17 octobre 2002

◆ Date du dernier décaissement :

- ◆ FAD : 31 décembre 2005
- ◆ FND : 31 décembre 2006

SENEGAL : ZONES D'INTERVENTION DU PROJET



- **5 Régions ciblées**
- **120 communautés de base ciblées par région soit 600 CB au total**
- **70% aux départements prioritaires**
- **15% pour chaque département non prioritaire**

- 
- SOMMAIRE**
- PROPOS**
- 1. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE REUNION DU CNP**
 - 2. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES**
 - 3. CONTRAINTES**
 - 4. PROGRAMME PREVISIONNEL ET BUDGET**

RECOMMANDATIONS FORMULEES

ETAT D'EXECUTION

Préparer le retrait du Projet en assurant des moyens conséquents aux services techniques déconcentrés chargés du suivi des réalisations du PLCP, en vue de leur pérennisation ;

- Cette préoccupation doit être prise en charge par les directions concernées, en raison de leurs missions régaliennes d'encadrement des populations.

Assurer la mise à niveau des instances du Conseil National de la Jeunesse sur la stratégie d'intervention et l'état d'avancement des activités du Projet pour leur implication effective dans la sensibilisation des jeunes ;

- Un atelier national d'information et de sensibilisation du CNJS sur les réalisations du projet a été tenu le 18 janvier 2005 avec la participation de tous leurs représentants régionaux.
- Participation aux missions de terrain
- Appui du Projet à certaines de leurs activités de formation.
- Ce qui a valu la satisfaction du CNJ notifiée par correspondance adressée au Président de la République.

Etudier les voies et moyens pour disposer de ressources additionnelles de l'initiative PPTTE ;

- **Une rencontre est prévue avec les différents acteurs compétents en vue d'une deuxième phase du Projet.**

Demander à la BAD de diligenter le traitement des dossiers de décaissement ;

- **Une mission du Projet a séjourné à Tunis en janvier 2005 ; ce qui a permis de diligenter l'instruction de beaucoup de dossiers en instance.**

Demander aux SFD d'assurer un accompagnement institutionnel et technique des CLEC ;

- **Travail en cours malgré les réticences constatées au départ ;**
- **Ceci nous amène à la mise en place des CAPEC devant bénéficiaire de la reconnaissance juridique requise.**

Renforcer les moyens financiers du Projet à travers une deuxième phase, pour renforcer les acquis du Projet ;

- **Une demande a été introduite par le Ministre de tutelle ;**
- **L'accord de principe de la BAD a été donné par fax ;**
- **Une requête devra être adressée à la BAD par le Ministre de l'Economie et des Finances, à l'achèvement du Projet.**

ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

COMPOSANTE 1 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES



Alphabétisation fonctionnelle

PLCP

Principes
directeurs

- ✓ **Faire faire**
- ✓ **Participation**

Suivi et supervision par la
DALN et ses

démembrements (IA et IDEN)

Management par la SAFEFOOD
maître d'ouvrage délégué MOD

ONG Opérateurs en alpha

Avec un grand apport de la DDC et du CONGAD

PERSONNEL

Le responsable de la composante alphabétisation du projet travaillant sous la tutelle de la Directrice nationale

- ◆ 6 cadres et techniciens de la SAFEFFOD au niveau national

- ◆ 5 coordonnateurs régionaux de la SAFEFFOD

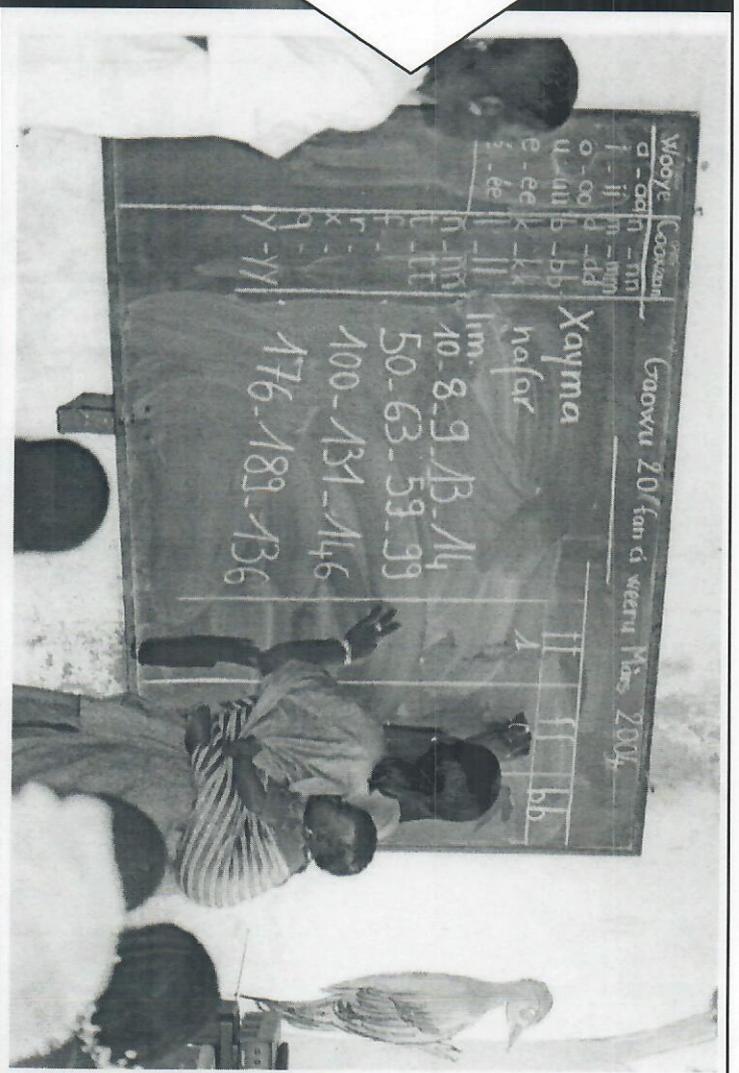
- ◆ 60 coordonnateurs de sous programmes
- ◆ 30 gestionnaires des sous programmes
- ◆ 120 superviseurs de classes
- ◆ 1200 facilitateurs/trices animatrices des classes

Les Unités Régionaux de Gestion du Projet

Les RRA et RDA pour le suivi - évaluation

Les apprenants (tes) des classes d'alpha

ALPHABÉTISATION



• 95% des objectifs d'alphabetisation fonctionnelle assignés au projet ont été atteints ;

• En effet 35.428 bénéficiaires ont été alphabétisés dont 20.614 femmes et 5784

hommes ont été alphabétisés. Les classes ouvertes dans les zones rurales ont permis de

Cette alphabétisation fonctionnelle est soutenue par la mise en place de :

- 144 000 manuels de base et
- 36 000 ouvrages de post alphabétisation en vue de consolider les apprentissages fondamentaux



Un dispositif de suivi évaluation efficace a été déployé durant tout le processus de mise en œuvre, ce qui a permis aussi de déceler les points faibles du programme ;

◆ Compte tenu des réalisations suscitées, la candidature du PLCP a été proposée par la DALN au prix UNESCO international de l'alphabétisation 2005



Sensibilisation des bénéficiaires

*Principes
directeurs*

- ✓ *Faire faire*
- ✓ *Participation*
- ✓ *Pérennisation*

**PLCP
(BGP et URG)**

Management par OFBD

maître d'ouvrage délégué MOD

Relais en intermédiation sociale

BENEFICIAIRES PARTENAIRES

PERSONNEL

SENS

■ **Le responsable de la composante travaillant sous la tutelle de la Directrice nationale**

■ **Les Unités Régionales du PLCP**

■ **cadres et techniciens de OFBD au niveau national**

■ **144 relais en intermédiation sociale pour la première phase**

■ **122 relais en intermédiation sociale pour la deuxième phase**

RESULTS

La mise en œuvre du programme de sensibilisation du projet en direction des 36000 bénéficiaires a enregistré à son actif :

✓ la production de 500 guides du relais ayant permis aux relais de s'imprégner des stratégies d'intervention du projet ;

✓ 11650 affiches thématiques sur les différentes activités du projet ;

✓ et 610 boîtes à images avec des slogans en langues nationales comme supports de travail de la 2ème phase de sensibilisation ;

RESULTATS

✓ la formation des comités de quartiers/villageois par les relais et les facilitateurs en alphabétisation ;

✓ la réalisation de deux phases de sensibilisation qui ont fait l'objet d'évaluation et révélant comme indicateurs un nombre important de participation des bénéficiaires aux séances de sensibilisation :

✓ 82428 participants pour la 1ère phase ;

✓ 242 582 dont 100278 hommes et 142 304 femmes pour la 2ème phase de sensibilisation, pilotée dans la période de septembre à Décembre 2004 ;



Le taux de sensibilisation qui est passé de 54% à 59%, toutes catégories confondues a connu une nette évolution par rapport à la 1ère phase et dénote d'une meilleure appropriation du projet par les bénéficiaires compte tenu des différents investissements mis en place ;

L'impact du projet est déjà perceptible en termes de changement de comportement, acquisition de nouvelles capacités en alphabétisation/, gestion, formation ;

◆ Comme enseignement majeur, il ressort la nécessité d'un accompagnement technique et de proximité des bénéficiaires en vue d'un renforcement d'intervention des différents comités mis en place ;

◆ Les formations suivantes

été réalisées au profit des
partenaires et des

bénéficiaires :

- ◆ Formation de 107 responsables des 15 ONG d'encadrement, SFD et agents des services techniques en micro finance
- ◆ de 101 responsables des 10 ONG en gestion de projet



de 150 personnes

ONG, SFD et agents

techniques



Formations possibles pour la mise en œuvre des C.I.R.C.



MICROFINANCE ET AGR



SYSTEMES DE FINANCEMENT PROPOSES

MISE A DISPOSITION

PLCP (FAD-FND)

MISE A DISPOSITION

AT / CPEC

SFD (Réseaux de mutuelles et signataires de convention - cadre)

Institutions de base affiliées ou non (GEC et/ou Mutuelles)

Activités Génératrices de Revenus

Microfinance

CPEC

CATEGORIE 1

TX : 12 %
BONIF : 2 %

CATEGORIE 2

TX : 13 %
BONIF : 2 %, Proj : 1 %

CATEGORIE 3

- Jeunes organisés sans expérience de crédit, sans revenus;
- Personnes handicapées
- Personnes du 3ème âge ayant des capacités de développer des activités;
- Femmes chefs de ménages sans revenus
- Hom. / femmes à revenus précaires

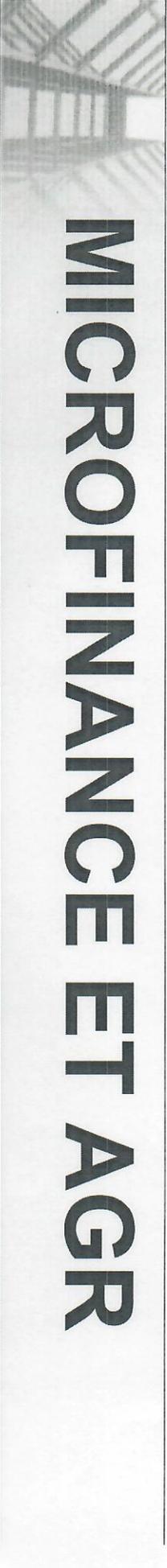
- Associations/groupes de jeunes et/ou de femmes ayant des difficultés d'accès au crédit
- Individus : hommes et femmes à faibles revenus;
- Jeunes diplômés (es) sans emploi mais organisés

- Micro et petites entreprises individuelles ou collectives de jeunes et/ou de femmes en difficultés de développement ou en extension

TX : 14 %
BONIF : 2 %, Proj : 2 %

ESPRIT EVOLUTIF DES CATEGORIES

ONG, SFD et SERVICES TECHNIQUES COMPETENTS



MICROFINANCE ET AGR

◆ Sur l'enveloppe de 2 580 000 000 FCFA, le Projet a pu mobiliser 1 773 569 095 FCFA répartis comme suit :

- ◆ la contrepartie pour un montant total de 1 118 674 045 FCFA et
- ◆ le FAD, 654 895 970 FCFA.
- ◆ Le reliquat s'élève à 807 600 950 FCFA dont 632 600 950 FCFA du fonds FAD. Ce reliquat a déjà fait l'objet de demande de décaissement

◆ Au 30 avril 2005, les SFD ont pu touché 514 communautés de base sur les 600 prévues, financé 24 306 projets dont (346 CLEC) pour un volume global de crédit de 1 882 432 055 FCFA.



Mise en place des CLEC

- ◆ **Un total de 516 caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) ont été mises en place dans les villages et quartiers ciblés et équipées (coffres, mobilier et documents de gestion) ;**

Elles sont constituées

- ◆ d'un conseil d'administration,
- ◆ d'un comité de crédit,
- ◆ d'un comité de surveillance et de contrôle
- ◆ et d'un gérant.

- ◆ **Les CLEC sont alimentées par les SFD et accordent des crédits à leurs membres de la première catégorie (crédit maximum de 25.000 FCFA)**

La mise en place des CAPPEC



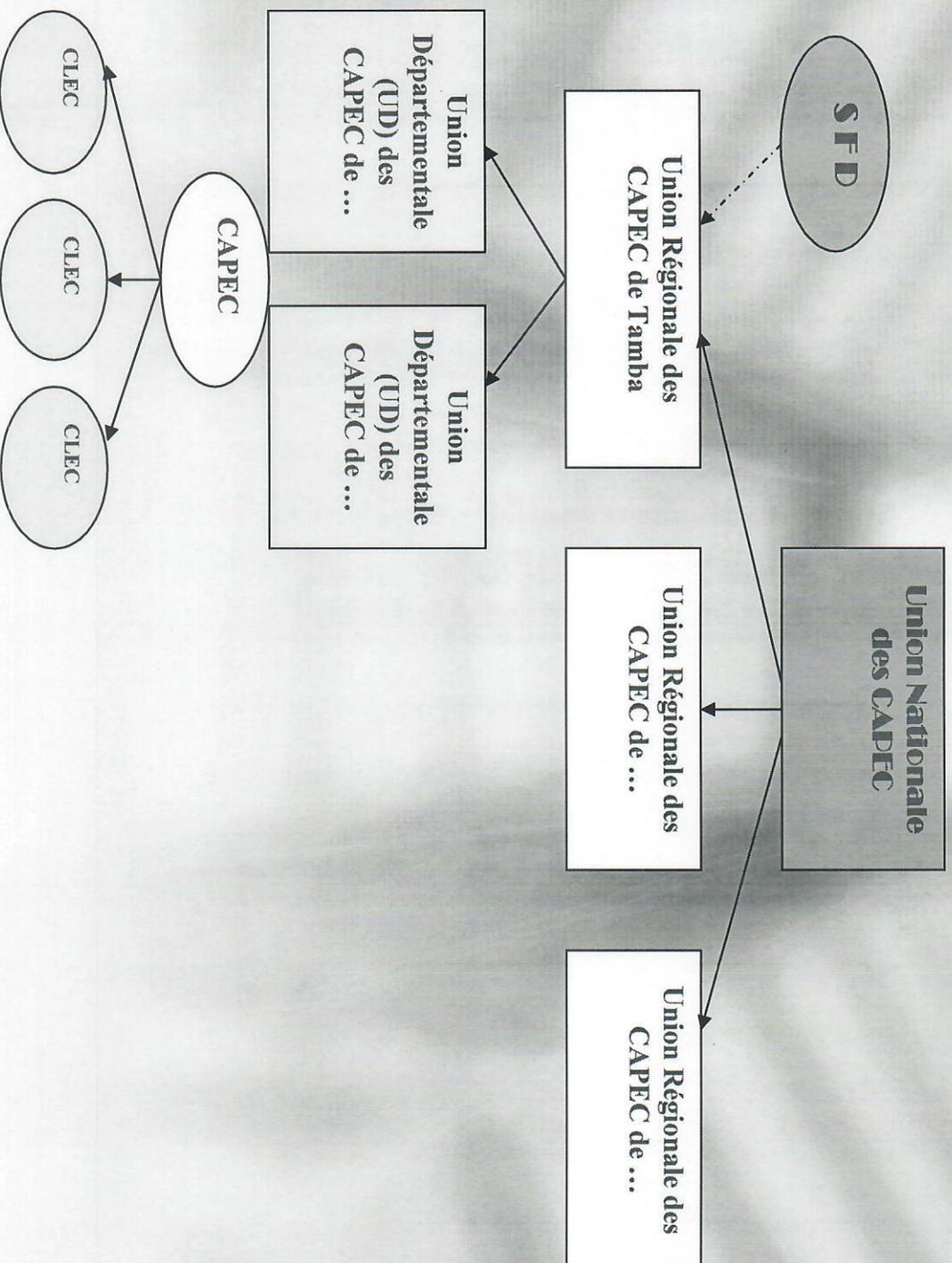
◆ Au niveau des cases foyer construites par le Projet, il a été implanté 16 Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CAPPEC) qui doivent polariser l'ensemble des CLLEC environnantes et fonctionner comme des SFD.

La mise en place des CAPEC

Pour les zones non couvertes par ces cases foyer, les populations se chargeront de trouver un local pour abriter les CAPEC qui y seront érigées.

L'objectif de la mise en place de ces structures (CLEC et CAPEC) est de faciliter l'accès au crédit des populations ciblées vivant dans des zones enclavées, tant sur le plan de la proximité que sur le plan de l'assouplissement des conditions d'octroi.

Schéma du dispositif de financement préconisé



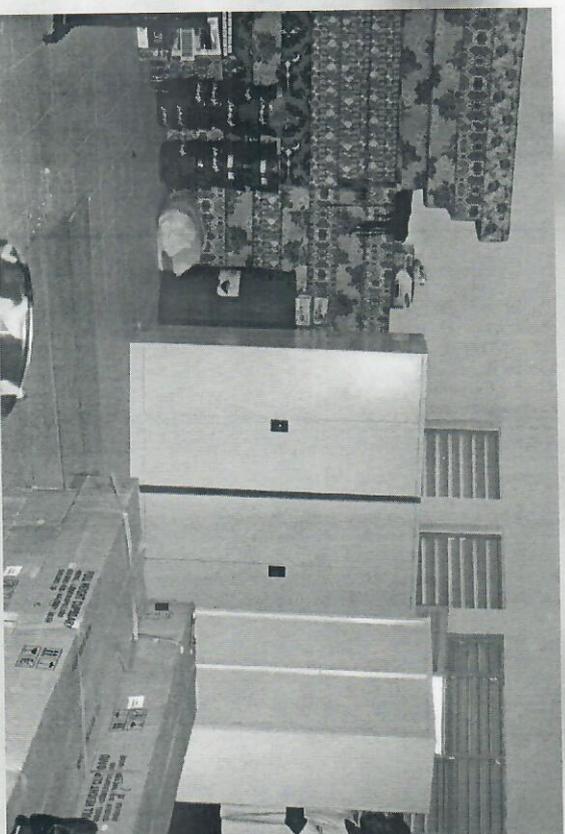
Le recouvrement des fonds prêtés

- ◆ **Pour le remboursement, une bonne partie de ces fonds est arrivée à échéance soit 1.632.707.055 FCFA et 96% des fonds échus y compris les CLEEC ont été recouvrés pour un montant de 1.567.398.773 FCFA et recyclés dans le financement de nouveaux projets ;**
- ◆ **le taux de remboursement pour les CLEEC est à 98%.**

INFRASTRUCTURE S, EQUIPEMENTS ET HYDRANTAGE



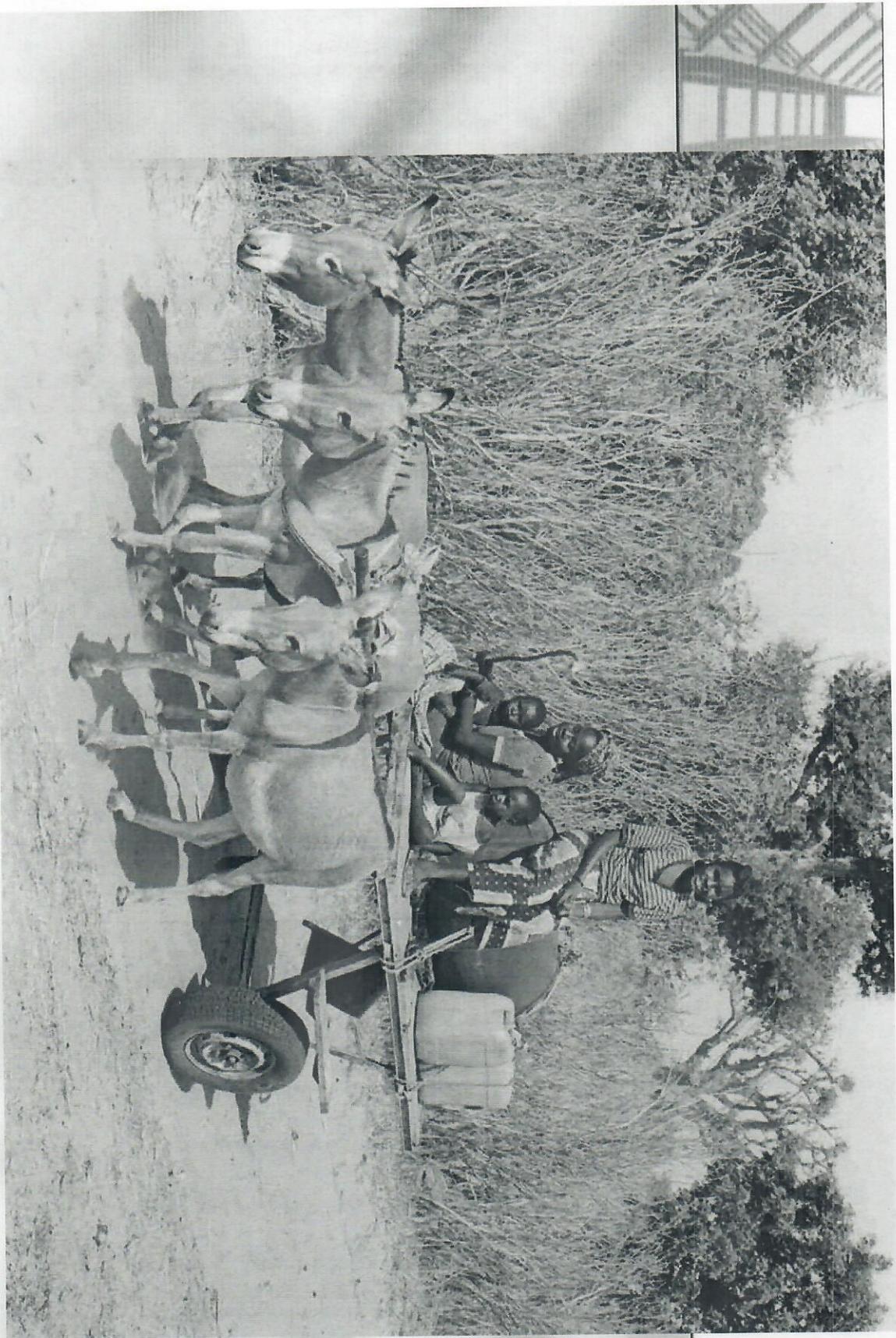
- ◆ **En cours de finalisation, pour les infrastructures :**
 - ◆ **Matériels informatiques ;**
 - ◆ **Mobilier et matériel de bureau ;**
 - ◆ **Articles destinés aux ateliers thématiques,**
 - ◆ **matériel pédagogique et mobilier destinés aux cases des tout petits**





FORMATION POUR LES EQUIPEMENTS

- ◆ La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte a été réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements.
- ◆ Pour la formation des 378 comités de gestion, par les agents des CERP, le Projet attend toujours l'avis de non objection de la Banque sur la requête qui lui a été soumise à cet effet.
- ◆ La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents (des cases des tout petits) démarreront également dès que la BAD aura donné sa non objection sur la requête relative au programme de formation.



**Le PLCP : une réponse à la pénibilité de l'exhaure
une eau potable accessible**

INFRASTRUCTURES



- ◆ **Les infrastructures socio-communautaires réalisées : 16 cases foyers, 14 cases des tout petits, 14 cases de santé sur 36 sites.**

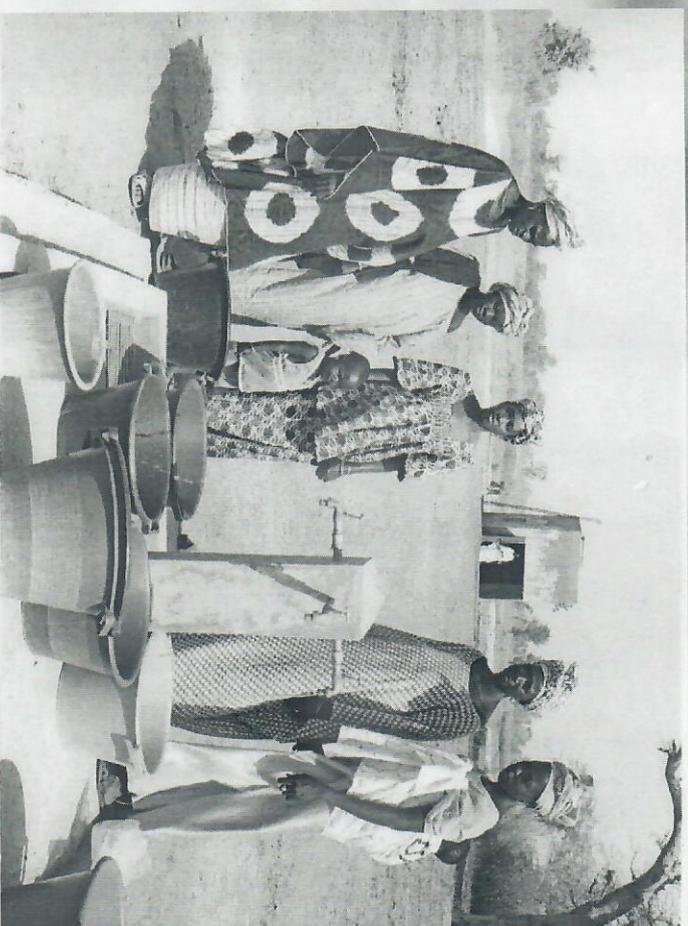
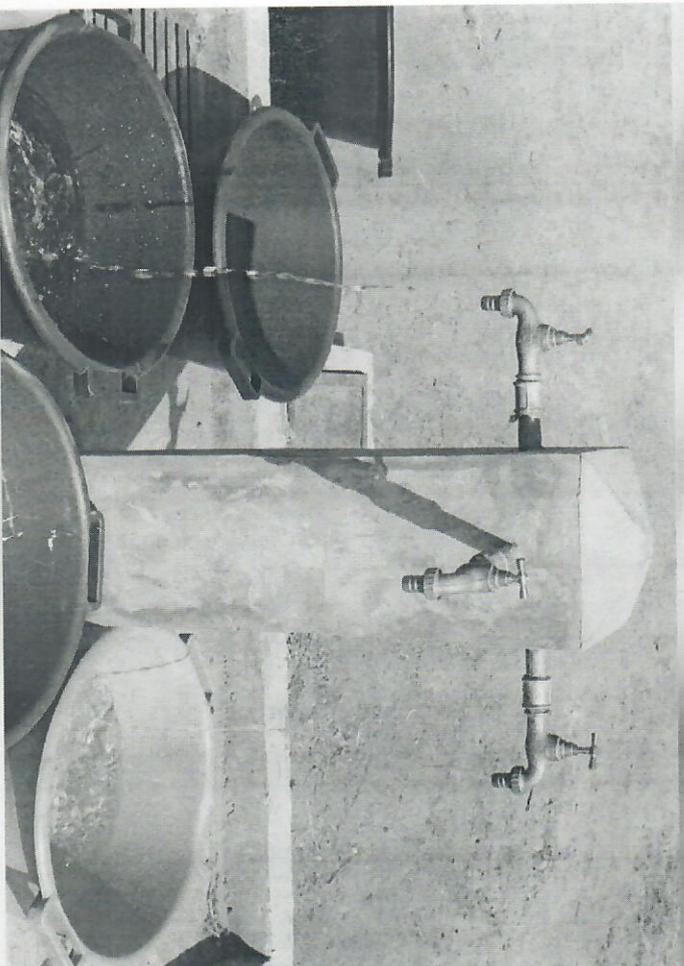
- ◆ **L'ensemble des travaux, y compris les travaux supplémentaires ont été entièrement réalisés et les réceptions provisoires prononcées pour la quasi-totalité des ouvrages, à l'exception de Fongolimbi et Salémata.**

EQUIPEMENTS

- ◆ **336 broyeurs à céréales, 18 décortiqueuses à mil, 12 batteuses à mil, 12 décortiqueuses à fonio et des lots de pièces de rechange connexes mis en place ;**
- ◆ **120 charrettes asines et 96 charrettes équines fournies aux populations ;**

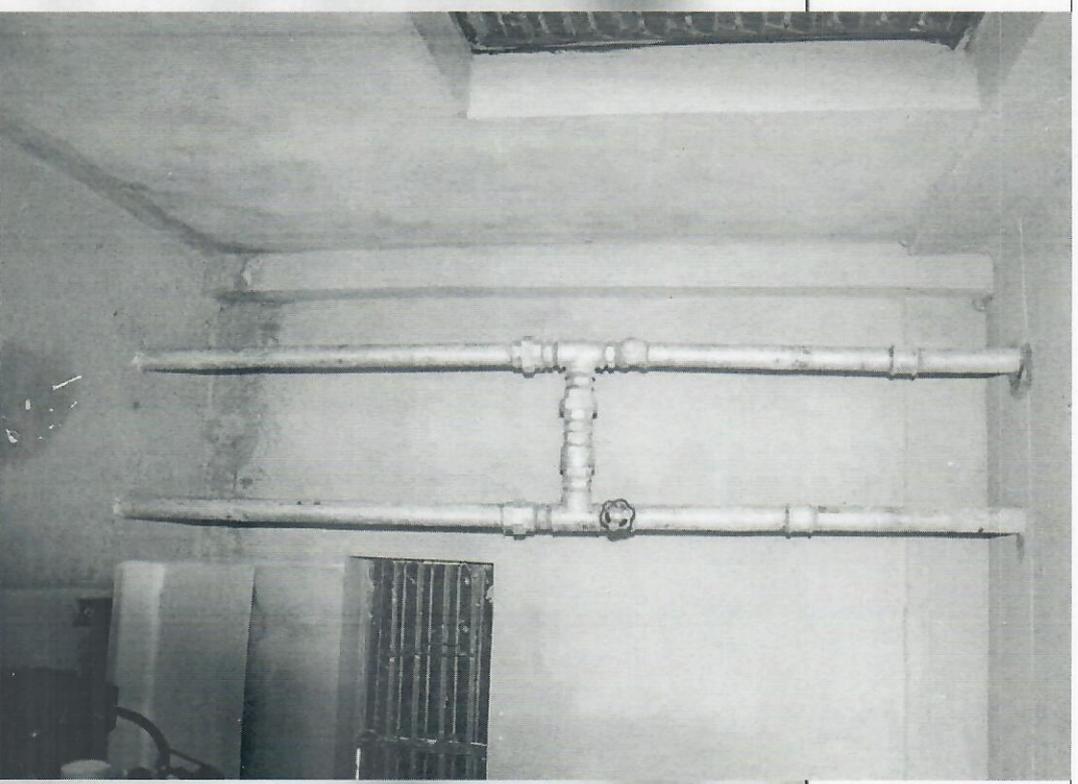


Allègement de l'exhaure Disponibilité de l'eau potable





- ◆ **Etudes préalables réalisées**
- ◆ **120 ouvrages de captage (83 puits modernes et 37 forages en cours de finition)**

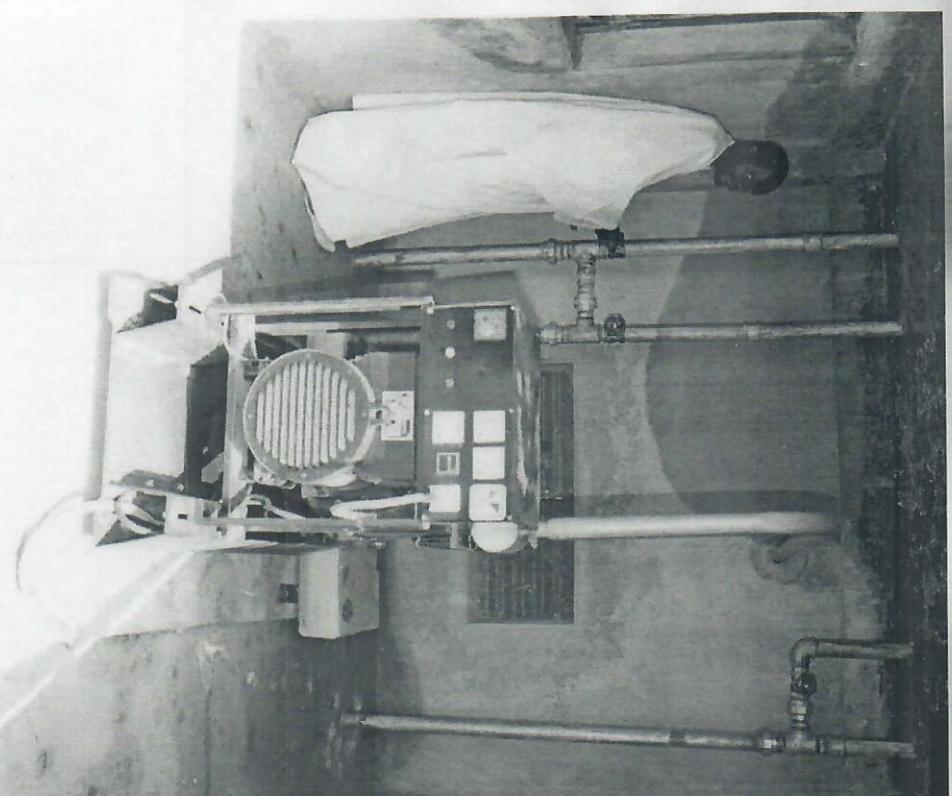
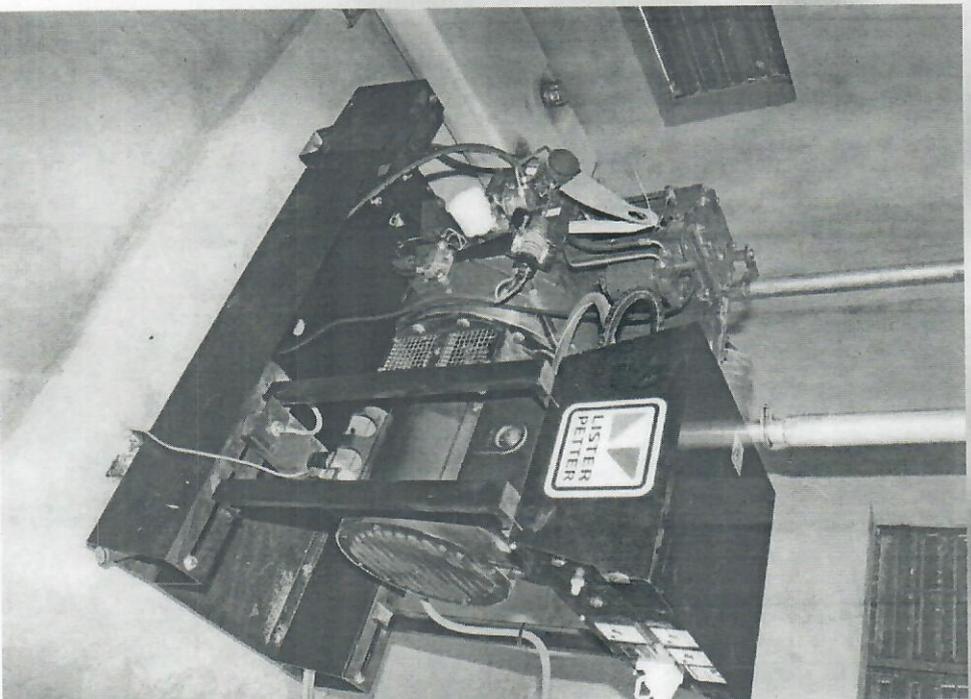


◆ **60 mini réseaux d'A.E.P en cours de finition**

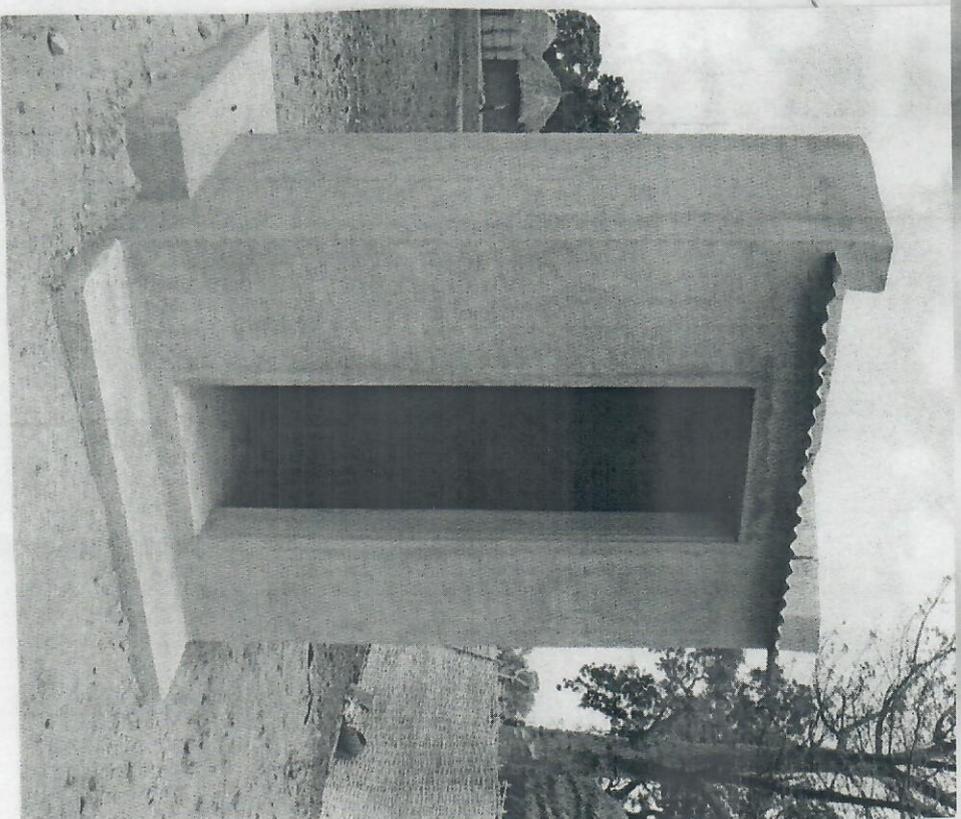
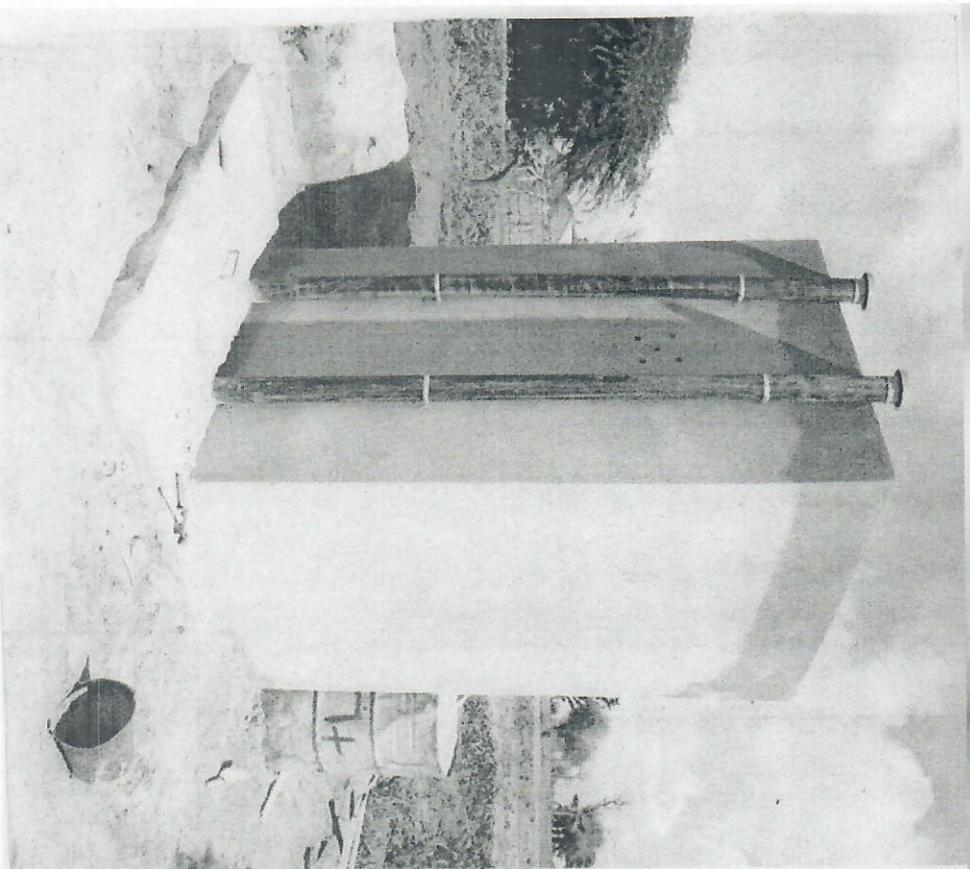
Appariement avec au eau potable

◆ **72 électropompes (dont 37 solaires et 35 thermiques déjà réceptionnées et en cours d'installation avec un lot de pièces de rechange fournies et en cours d'installation;**

◆ **120 pompes manuelles en cours d'installation**



◆ 120 latrines VIP réalisées



Avec l'extension du prêt nordique, il sera réalisé en sus :

- ◆ **62 puits**
- ◆ **31 réseaux et 62 latrines**
- ◆ **16 électropompes thermiques et 15 électropompes solaires**
- ◆ **62 pompes manuelles**
- ◆ **Formulation du programme d'accompagnement bouclée**
- ◆ **Cinq (5) dossiers de consultation en cours**

Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Categories</u>	<u>Taux d'exécution physique Mai 2004</u>	<u>Taux d'exécution physique Juin 2005</u>
A. BIENS		
Equipements/Mobilier/Fournitures (25,7 %)	19%	93%
B. TRAVAUX		
Construction/Réhabilitation (20,7%)	32%	88%
C. SERVICES		
Etudes et supervision (2,4% du Projet)	26%	94%
Services de spécialistes (8,3%)	47%	95%
Formation (18%)	72%	90%
Audit (0,3%)	50%	80%
D.Fonds de crédit (18,8%)	29%	94%
E. FONCTIONNEMENT(5,8%)	38%	93%
Total Pourcentage (100%)	63%	91%

Composantes

Taux d'exécution physique par ~~catégorie~~

<u>Composantes</u>	<u>Taux d'exécution physique</u> <u>2004</u>	<u>Taux d'exécution physique</u> <u>Juin 2005</u>
Renforcement des capacités (24,4%)	66%	93%
Microfinance et AGR (22,6%)	68%	89%
Infrastructures/Equipements/Hydraulique (43,3%)	56%	85%
Gestion du projet (9,7%)	74%	95%
Total Pourcentage (100%)	63%	91%

Liste des dossiers en instance à la BAD

Date de transmission	Nature du dossier	Observations
5 septembre 2004	Programme d'accompagnement des infrastructures et équipements : formation des comités de gestion et des auxiliaires de santé.	Ce dossier a fait l'objet d'échanges avec la Banque lors de la mission du Projet à Tunis. Une autre lettre de clarifications a été introduite en date du 12 janvier 2005.
12 janvier 2005	Recrutement de l'ONG ANMFR pour l'encadrement des populations des départements de Bakel et Tamba	
12 janvier 2005	Requête pour l'acquisition par entente directe avec la société NATHAN du matériel pédagogique et des 50 livres d'enfants et pour la relance partielle des autres fournitures des cases des tout petits	
20 janvier 2005	Relance de l'appel à la concurrence d'une partie du lot 1 des équipements concernant les cases des tout -petits (DAO et liste restreinte)	
2 février 2005	Demande de paiement en faveur de l'AGETTIP n°02/05	

CATEGORIES	REINFORCEMENT DES CAPACITES	MICROFINANCE	INFRASTRUCTURE, RES, EQUIPEMENT, HYDRAULIQUE	GESTION	BUDGET 2005
C - EQUIPEMENTS	20 000 000	45 129 750	596 166 613		661 296 363
D - SERVICES DE SPECIALISTES	185 840 000	115 718 557		137 480 000	439 038 557
E - FORMATION	463 800 000		294 768 500		758 568 500
F - FONDS DE CREDIT		632 750 950			632 750 950
G - FONCTIONNEMENT	119 632 149			225 376 000	345 008 149
H - AUDIT				25 390 000	25 390 000
TOTAL	789 272 149	793 599 257	890 935 113	362 856 000	2 836 662 519

CONTRAINTE

- ◆ Le règlement tardif des droits de douane au titre du marché relatif à la livraison des pompes manuelles ;
- ◆ Le retard dans la mobilisation du reliquat du fonds de crédit auprès de la BAD ;
- ◆ Le défaut d'éclairage des cases de santé localisées dans des sites où le réseau électrique n'est pas encore disponible ;
- ◆ Au vu du retard accusé dans la réalisation du programme de consolidation 2005, une deuxième prorogation risquerait d'annihiler les résultats probants déjà enregistrés par le Projet ;
- ◆ Le retard accusé par la Banque dans le traitement des dossiers soumis par le Projet. Le tableau suivant résume ces dossiers :

PROGRAMME PREVISIONNEL

2005

COMPONENTE RENFORCEMENT DES CAPACITES

- ✓ ◆ Consolidation du programme d'alphabétisation avec le MOD actuel
- ✓ ◆ Mise en place des 600 bibliothèques
- ◆ Evaluation interne finale de la 2ème cohorte
- ◆ Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation
- ◆ Publi-reportage sur l'état d'exécution du Projet
- ◆ Réalisation du film documentaire sur le projet
- ✓ ◆ Réalisation des fora d'échanges entre les CB bénéficiaires
- ✓ ◆ Réalisation de la brochure sur le bilan du projet

COMPONENTE MIROFINANCE ET AGR

- ◆ Mise en oeuvre des nouvelles conventions avec 14 SFD pour la finalisation du volet crédit
- ◆ Mise à disposition du reliquat sur le fonds de crédit aux bénéficiaires par les 14 SFD
- ✕ ◆ Formations complémentaires pour les bénéficiaires
- ◆ Coordination et supervision des activités des partenaires par les URG au niveau régional et par la composante
- ◆ Suivi des activités menées par les CLEC
- ✕ ◆ Poursuite du processus de réseautage des CLEC et CAPEC
- ◆ Evaluation finale des activités de financement et d'AGR par la cellule AT/CAPEC



COMPOSANTE INFRAST, EQUIP ET HYDRAULIQUE

- ◆ Finalisation des installations des équipements pour les infrastructures socio-communautaires
- ◆ Finalisation des acquisitions, réception et installation des équipements destinés aux cases de tout-petits ;
- ◆ Poursuite des inaugurations des infrastructures socio-communautaires équipées et des équipements d'allègement des travaux post-récolte
- ◆ Formation des comités de gestion et financiers sur site
- ◆ Formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases de tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits.

COMPONENTE GESTION

- ◆ Enquêtes de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- ◆ Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2004
- ◆ Evaluation finale des activités du Projet
- ◆ Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation
- ◆ Coordination, suivi et supervision des activités du Projet
- ◆ Rapport d'achèvement du Projet.

BUDGET

2005



56

POUR
« TOUS ENSEMBLE ET

LA PAUVRETE EST VAINCUE »